

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 19 DÉCEMBRE 1978 - N° 814

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

30 ans après sa fondation La République populaire de Chine reconnue par les Etats-Unis

- Les Etats-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec Taïwan
- Ils s'engagent à retirer toutes leurs troupes d'ici le 1^{er} mai 1979

Lire en page 4 et 5



Le président Houa Kuo-feng lors de la conférence de presse samedi 16 décembre 1978

Près de trente ans après la fondation de la République populaire de Chine, les Etats-Unis viennent de reconnaître officiellement son existence. «Les Etats-Unis d'Amérique reconnaissent le gouvernement de la République populaire de Chine comme l'unique gouvernement légal de la Chine», indique le communiqué conjoint sino-américain. Pour l'impérialisme américain qui, jusqu'à présent, avait toujours maintenu des relations «diplomatiques» avec le régime fantoche de Taïwan qu'il installa lui-même en 1949, et ne cessa d'appuyer de la présence permanente de ses troupes, la concession est de taille.

Sans doute, tout n'est pas réglé dans les relations entre la Chine et les Etats-Unis puisque au cours des récentes négociations bilatérales, les Américains ont envisagé de continuer à vendre à Taïwan des

«quantités limitées d'armements à des fins défensives». «Nous ne pouvons absolument pas être d'accord avec cela», a indiqué le président chinois, Hua Kuo-feng, soulignant que cela serait préjudiciable aux relations entre les deux pays, ainsi qu'à la paix en Asie, et dans le reste du monde. Mais, en mettant fin aux relations officielles avec le régime de Taïwan, en dénonçant le traité qui les liait à lui depuis 1954, en s'engageant à ce que d'ici le 1^{er} mai '79, le dernier soldat américain ait quitté cette partie intégrante du territoire chinois, les Etats-Unis portent eux-mêmes un coup mortel à la fiction du régime de Taïwan qui devait, selon eux, au lendemain de la victoire de 1949 de la révolution chinoise, entreprendre la «reconquête» de la Chine.

Pour l'essentiel, les Etats-Unis ont donc cédé à ce qui avait toujours été défini par la République populaire de Chine, comme condition préalable à l'établissement de relations diplomatiques avec eux. Notons qu'une fois encore, Alain Jacob, du *Monde*, qui nous a largement habitué à distiller les contre-vérités sur la Chine, en sera pour ses frais. Ainsi, ses propos selon lesquels «dans aucun document officiel ni à aucun moment, il n'est fait allusion au traité de défense qui lie en principe les Etats-Unis et le régime de Taïpeh, et dont la Chine exigeait l'abrogation comme condition préalable à la normalisation» ces propos sont aussitôt démentis par la déclaration du gouvernement américain, lui-même, annonçant dès vendredi soir la dénonciation du traité en question avec Taïpeh.

Depuis la fondation de la République populaire, et jusqu'à ce jour, le Parti communiste et le gouvernement chinois ont donc maintenu une position invariable en ce qui concerne les relations avec les Etats-Unis. Toujours la même position en ce qui concerne le règlement de la question de Taïwan, tout en souhaitant l'ouverture de négociations avec les

Suite en page 4

Hausse du pétrole

JUSTE DECISION DE L'OPEP

Depuis 1974, l'inflation dans les pays occidentaux, la baisse du dollar ont entraîné une dévalorisation de 60 % du prix du pétrole. C'est une perte sèche pour les pays producteurs. Samedi, ils ont décidé de rétablir à sa juste valeur, le prix du pétrole, en effet, les pays de l'OPEP n'ont pas à faire les frais de la crise qui sévit dans les pays occidentaux.

— Barre, l'hypocrite, n'a pas perdu de temps, déjà il vient d'annoncer l'augmentation massive qui frappera tous les carburants. Le prétexte est grossier, pendant des années les compagnies pétrolières, l'Etat profitant de la baisse du dollar ont empoché des surprofits énormes, ils veulent les conserver par cette augmentation scandaleuse des carburants. En somme, le super-impôt de janvier 1979.

Lire en page 6

Sidérurgie : semaine de lutte

Toute cette semaine, des actions vont se succéder dans la sidérurgie : les ouvriers d'Usinor Denain, Trith Saint-Léger, Anzin en sont à leur 4^e jour d'occupation des «grands bureaux» d'Usinor. Ce mardi, ils décideront de la suite à donner à cette initiative. Le même jour une grève générale aura lieu dans le bassin de Longwy. Vendredi la journée «Denain ville morte» rassemblera tous les sidérurgistes du Valenciennois qui refusent que cette région soit rayée de la carte.

Lire en page 3 et 8

Craquements au RPR

«L'appel de Cochon» lancé par Chirac continue à susciter des remous. Le maire de Paris vient de demander à Peyrefitte qui s'y était opposé de démissionner du RPR. Mais s'il est vrai que suite au débat européen, la crise du mouvement s'aggrave, c'est depuis sa fondation en décembre 76 qu'il est périodiquement secoué de contradictions.

Lire en page 2

**25 millions
pour
votre quotidien !**

Somme réunie à ce jour : 24 millions

Lire en page 3

CERES : L'opposition a raté son coup

● Au terme des deux jours de colloque du CERES à Epinay, on peut dire que si Chevènement est parvenu à conserver autour de lui l'essentiel de ses troupes, il serait bien léger d'affirmer avec Sarre que «le CERES sort renforcé» de l'épreuve. En premier lieu parce que les dirigeants historiques du mouvement n'ont su tracer des perspectives nouvelles dans la situation qui est celle de la gauche aujourd'hui et aussi parce qu'apparaissent dans plusieurs interventions de délégués une certaine inquiétude pour l'alignement maintenant quasi systématique du courant sur la politique intérieure et extérieure du PCF...

Chevènement ne manquera pas de faire remarquer, au lendemain du colloque du Ceres, que 10 % seulement des délégués n'ont pas voté «l'adresse du courant 2 à tous les militants socialistes», que le Secrétariat du Ceres avait chargé Guidoni de lire à la tribune. Même en tenant compte que le vote a pu se dérouler «à la social-démocrate» (avec assez peu de souci de l'exactitude des comptes) et en n'oubliant pas que les amis de Pierret protestaient contre la manière dont les délégués ont été élus pour participer au colloque, cela donne une idée de l'influence restreinte de l'opposition. L'immense majorité des délégués ont en effet préféré choisir le discours de Chevènement à celui, pas trop «rocardien» de Pierret. Qu'il n'y ait pas eu de compromis n'est d'ailleurs pas étonnant puisque les signataires de la contribution des 21 faisaient savoir au *Nouvel Observateur* samedi qu'il ne tenait pas à la synthèse; Sarre, pour sa part, s'exprimant au nom de la direction, faisait savoir que «un bon clystère n'a jamais fait de mal à personne.» En effet, le secrétariat ne cachait pas qu'il voyait dans cette épuration une salubre «Clarification politique»

Au soir du colloque, une incertitude demeurait sur la signification de ces 10 %; tous ne reconnaissent pas dans les analyses de Pierret mais n'ont par exemple pas été satis-

faits des garanties données pour l'avenir sur le fonctionnement démocratique du courant.

Il n'en reste pas moins que de nombreuses interventions posaient quelquefois en termes assez justes l'alignement maintenant quasi systématique de la direction du courant sur les positions du PCF.

Plusieurs militants s'expriment sur la caractérisation de l'URSS, d'autre sur la décision de la direction de soutenir la campagne du PCF sur le Vietnam. Ceci est lourd de contradictions explosives pour l'avenir du courant de Chevènement.

François MARCHADIER

C'EST AUSSI A L'AUTOGESTION

Que vont faire Pierret et ses amis ?

Un militant à qui nous posions la question nous dit d'un air entendu : «Dans un parti comme le PS où il risque bien de ne plus y avoir de majorité sur une motion si les alliés d'hier, Mauroy, Mitterrand, Rocard sont divisés, quand tu représentes 5 % des voix tu fais et défais les directions. Nous serons une force d'appoint.»

C'est aussi ça l'autogestion...

«Pas de confusion dans les concepts !»

Le secrétariat du Ceres, dans sa politique d'alignement sur la politique du PCF, se montre plus royaliste que le roi en politique étrangère. Ainsi, on lit dans les textes du Ceres que soutenir les dissidents soviétiques c'est faire le jeu des mass-médias, que de parler de deux superpuissances c'est se montrer complaisant pour l'impérialisme américain. Un porte-parole de la direction du CERES devait d'ailleurs déclarer dimanche : «L'URSS, c'est de la dictature, c'est tout ce que l'on veut mais il ne faut pas introduire de confusion dans les concepts.»

Faut-il dire que pendant ces deux jours nul n'a daigné évoquer la lutte du peuple érythréen ? Soulignons toutefois l'intervention de ce délégué déclarant : «Je ne dis pas que l'URSS est un pays impérialiste mais un certain nombre de traits de sa politique dans le Tiers Monde (adhésion systématique d'un certain nombre de pays au COMECON, me font penser qu'elle s'y achemine). Ou cet autre qui exigeait pour sa part que l'on appelle un chat un chat et l'URSS un pays impérialiste.

C'est là également la position des «centristes» réunis derrière Marc Wolf du Nord.

Chirac menace Peyrefitte LE RPR PASSERA-T-IL LE CAP EUROPÉEN ?

● Chirac exige de Peyrefitte qu'il démissionne du RPR. Une pièce de plus à verser au dossier des contradictions qui secouent le mouvement avec une ampleur accrue ces dernières semaines. En

Ce n'est pas d'hier que Chirac éprouve des difficultés à faire l'unité de son mouvement. Après la campagne des présidentielles de 1974 qui l'a vu soutenir Giscard, contre la majorité de l'UDR et contre son candidat Chaban-Delmas, c'est par un véritable coup de force que, devenu premier ministre, il prend la direction du mouvement en décembre 1974, éliminant Sanguinetti de son poste. Cette opération, approuvée semble-t-il par l'Élysée, verra l'opposition d'une partie des députés UDR, dont Debré et Chaban-Delmas.

Les désaccords entre Giscard et Chirac se faisant de plus en plus vifs, avec la démission, en août 1976, de Chirac de son poste de premier ministre, les choses se précisent : il s'agit pour lui de s'appuyer sur l'UDR pour la transformer en une machine rivalisant avec les giscardiens, en vue des élections municipales, puis législatives. C'est le sens de la constitution, en décembre 1976, du RPR dont il s'arroge la présidence. Pendant toute la période pré-électorale de 78, le thème sur lequel se battra le RPR sera celui du «recours», son but étant de rassembler la droite dure, pour pouvoir se présenter dans le cas d'une victoire de la gauche, comme le seul parti s'opposant clairement et de façon déterminée à la coalition de gauche.

UN RÉAJUSTEMENT LABORIEUX

Après ces élections, cette stratégie du recours est évidemment hors de propos. Dès lors, se pose pour le RPR le problème d'un réajustement de sa stratégie, qui ne va pas sans incohérences. Le dilemme est difficile à surmonter : comment rassembler autour de soi les mécontents, tout en faisant partie de la majorité au pouvoir ? Et cela, en sachant qu'il est exclu de provoquer une crise gouvernementale dont l'issue — de nouvelles élections — serait hasardeuse pour la droite dans son ensemble. C'est sur cette difficile partition que tente de jouer le chef du RPR, avec toutes les contradictions inhérentes à cette démarche.

Dans la dernière période, les retournements du chef du RPR ont jeté quelque discrédit sur sa stratégie. Après ses menaces de dépôt d'une motion de censure, une trêve était conclue aussi rapidement que les critiques avaient été formulées. Pour être rompue sur la question euro-

arrière-plan de ces fêlures dans l'unité du RPR, les tentatives giscardiennes d'ouverture au centre-gauche, réactualisées par la réaffirmation des convergences UDF-PS sur la question européenne.



Chirac-Peyrefitte : les divergences s'accroissent

LES SIRENES GISCARDIENNES

C'est dans une autre direction que tente de tirer Alain Peyrefitte.

Dans une optique beaucoup plus giscardienne, Peyrefitte a adressé vendredi dernier une lettre aux députés RPR, où il remet en cause l'appel de Chirac sur l'Europe. Il déclare notamment : «(ce texte) a été interprété, à tort ou à raison, comme accusant le gouvernement et le président de la république lui-même, d'abaisser la France, de former le parti de l'étranger» (...). Ces propos outranciers sont d'autant plus regrettables qu'ils viennent non d'un leader de l'opposition, mais d'un responsable de la majorité.» Il critique, lui aussi, le manque de démocratie dans le fonctionnement du mouvement, particulièrement la lettre de Chirac enjoignant aux responsables du mouvement de faire acte d'allégeance à ses positions sur l'Europe. Et d'évoquer, à l'instar de Sanguinetti, «certains personnages occultes qui semblent s'être emparés de l'appareil de notre mouvement.»

La réaction ne s'est pas fait attendre, et Chirac a envoyé immédiatement une lettre à Peyrefitte, lui demandant d'avoir «la décence de démissionner» du RPR.

CHIRAC SUR LE FIL DU RASOIR

La vigueur de la riposte de Chirac, qui semble ne pas devoir être suivie d'effet, est proportionnelle à l'inquiétude qu'il est en droit d'éprouver quant à l'issue des débats en cours dans le RPR. Ces affrontements doivent être rapportés aux derniers développements de la situation politique. Les récents votes sur l'Europe ont rappelé la convergence, sur ce point, de l'UDF et du PS. Les tentatives giscardiennes de souder une alliance entre UDF et PS pourraient s'en trouver réactivées. Pour l'instant, une majorité à l'Assemblée n'existe pas dans ce sens, RPR et PCF disposant d'une majorité de blocage de ces tentatives. Mais ceci n'est vrai que si le groupe RPR reste uni. Il semblerait, d'après diverses sources, que pas moins d'une trentaine de députés RPR seraient sensibles aux sirènes giscardiennes. C'est suffisant pour ouvrir la voie à de nouvelles combinaisons politiques. Les initiatives de Peyrefitte poussent dans cette voie.

Entre la grogne des anti-européens les plus farouches et celles de certains barons plus favorables à Giscard, la marge de manœuvre de Chirac est étroite.

François NOLET

LA GROGNE

Cela a commencé par le mouvement d'humeur de Sanguinetti, dénonçant l'incohérence de la position de Chirac et annonçant, que pour sa part, il se situait à présent dans l'opposition. Dans une interview au *Journal du Dimanche*, Sanguinetti, qui vient de faire savoir qu'il se mettait en congé illimité du RPR, précise ses critiques. Trouvant positif l'«appel aux Français» lancé par Chirac sur l'Europe, il cloue au pilori l'attitude changeante de celui-ci : «Comment peut-il, après avoir enflammé pour les récupérer ses militants et ses électeurs, recommander à ses parlementaires de soutenir un pouvoir avec lequel et pour lequel ils ont été effectivement élus ? C'est l'un ou c'est l'autre, mais pas les deux !»

Des critiques extrêmement vives également quant au fonctionnement interne du RPR. Pour Sanguinetti, «la règle est l'unanimité et le salut au chef, parce qu'on préfère un comportement de nature autoritaire, pour ne pas dire fasciste, au fonctionnement démocratique.» Et de dénoncer le fait que «le mouvement appartient à ce que j'appellerai la bande des quatre : Marie-France Garaud, Pierre Juillet, Yves Guéna et Charles Pasqua.» Une grogne qui doit trouver des appuis au RPR de la part de gens comme Debré ou Couve de Murville.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

En direct du crassier

«LA JOURNEE DU 19 DECEMBRE NE DOIT PAS RESTER SANS LENDEMAIN A LONGWY»

De notre correspondant

Choqués, comme après le passage d'un cataclysme... Nul doute que les mesures annoncées par les maîtres de la sidérurgie ont brutalement frappé la population du bassin de Longwy. Voici le cri jailli de la bouche d'une fillette de 11 ans : «*Je me présente, je m'appelle Claude, j'ai 11 ans. Je ne suis pas un garçon, mais la fille d'un ancien délégué d'Usinor, décédé pour la cause des ouvriers. Voilà : pendant quelques jours, j'ai entendu dire que l'usine de la Chiers allait fermer ses portes. Quel grabuge ! Bref, que vont faire les ouvriers ? Se tourner les pouces, pour nourrir leurs familles ? Qu'allons-nous devenir ? Crever de faim ?*»

AUTOUR DU CRASSIER OCCUPÉ

Mais si cette angoisse existe, il y a aussi la

volonté de lutte, qui s'exprime chaque jour, dans la ville, dans tout le bassin de Longwy. Bien sûr, il y a des doutes, bien sûr, il y a des hésitations. On ne peut effacer en quelques jours des années d'attentisme, imposées par les partis de gauche, en particulier par le PCF, au nom des nationalisations du Programme commun. Mais on peut dire aujourd'hui qu'il y a bien un vent de révolte qui s'est levé à Longwy. On le voit par exemple autour de l'opération «crassier». L'occupation continue, depuis plus d'une semaine. Autour de l'immense crassier, l'animation est permanente. Des travailleurs de toutes les boîtes, des gens de la région passent, viennent, s'arrêtent, discutent. Très souvent, ils ne viennent pas les mains vides, ils font le geste de la solidarité : ils apportent une bou-

teille, un alcool, un gâteau. Ils s'installent, ils s'assoient, ils discutent parfois pendant des heures et des heures.

J'ai passé la nuit de garde au crassier, là haut. Pour passer la nuit, un travailleur qui devait veiller avec moi m'avait demandé d'apporter un jeu de cartes. Finalement, la partie de cartes, on l'a commencée à 4 heures du matin... C'est dire combien on discute, en particulier sur ce qu'il faut faire. Mille propositions d'action jaillissent. Aujourd'hui, il faut toutes les examiner, voir à chaque fois en quoi elles peuvent servir la lutte.

Dimanche, la CFDT du Bassin organisait une journée «portes ouvertes» au crassier. La population était largement conviée à venir. Dans la matinée, il y avait déjà un passage incroyablement.

ne restaient pas longtemps, ils avaient tenu à venir apporter leur solidarité, discuter un moment de la situation. L'après midi les camarades du foyer Sonacotra de Mont Saint-Martin venaient en masse, avec tracts et banderoles, pour dire qu'ils sont solidaires du combat de l'ensemble de la classe ouvrière. On n'a pas fini de parler du crassier de Longwy.

Il y a les enfants qui, spontanément, font des dessins admirables, avec en bas du crassier, des petits patrons avec des bosses sur la tête, et une «bulle» qui leur fait dire : «*Ma parole, ils se mettent en colère, ils vont nous taper dessus*». Il y a aussi une chanson qui a été faite...

INTERSYNDICALE : DES CONCEPTIONS OPPOSEES SUR LA LUTTE

Pour la suite de la lutte, où en est-on à Longwy ? Au niveau de l'intersyndicale, les résultats sont maigres : des propositions de blocage de la ville de Longwy avaient été faites, à partir du 19, mais ont été rejetées, même si le principal a été adopté : «*Pas pour le 19*... Les cadres, malgré leurs déclarations de foi enflammées, ont pris peur. La délégation CGT, toujours nombreuse en intersyndicale, manifeste autant d'embarras, par son manque de propositions. Seule la CFDT a présenté un programme d'action cohérent ; mais à la dernière intersyndicale, elle ne s'est pas battue, pour éviter la cassure. Entre les deux syndicats, pourtant, un fossé se creuse de jour en jour, qui n'échappe pas aux travailleurs. Bien des syndiqués CGT n'hésitent pas à manifester leur solidarité aux initiatives CFDT. A l'UL-CGT onnecondamne pas ouvertement l'occupation du crassier. On dit : «*Le crassier, c'est bien beau, mais l'agitation tous azimuts, c'est du vent. C'est dans les usines que ça doit se passer*». En cela, elle reprend le mot d'ordre de M. Porcu, député PCF de Longwy, qui disait la même chose, deux jours avant, dans la presse : les syndicats «*ont la lourde responsabilité d'organiser la lutte des travailleurs à l'intérieur des entreprises*». Autrement dit, c'est de l'irresponsabilité que d'organiser la lutte à l'extérieur des usines. Pour les militants CFDT, face à la situation, il faut développer l'unité populaire partout, dans les usines, dans les quartiers, dans la cité, avec toutes les organisations de masse représentatives : syndicales, familiales, culturelles...

ploi. Il ne sert à rien aux travailleurs, pas plus qu'aux syndicats, qu'une municipalité, fût-elle de gauche, leur apporte son soutien oral ou écrit, si, dans les faits, cette dernière trouve gênant, ce qui peut rappeler en permanence qu'il faut mener la lutte pour l'emploi.

Jeudi 14, se tenait une réunion du Conseil municipal de Thionville. Les travailleurs de Soloci y ont déposé une motion (voir encart). Un camarade est également intervenu au cours de la «suspension de séance» au nom du PCR ml, précisant que cette démarche était distincte de cette entreprise par les travailleurs de Soloci, au nom de la section de Thionville, il a protesté contre l'attitude de la municipalité et demandé aux différents groupes politiques, représentés au conseil municipal (PCF, PS et MRG) de se prononcer.

Pour toute réponse, le maire a indiqué qu'il avait «*personnellement pris l'initiative*» et que «*des raisons avaient déjà été données*». Quant aux groupes politiques représentés, il était bien clair que leur silence — y compris pour le PS — valait approbation de la décision du maire.

Au cours de leur dernière AG, les travailleurs de Soloci ont envisagé de nombreuses initiatives : voitures sono, affichage massif, contacts avec les autres boîtes touchées par les licenciements...

Ils veulent ainsi riposter aux menaces qui pèsent sur eux après le refus de leur verser leur deuxième mois de préavis. Et aussi faire connaître plus largement leur lutte en l'élargissant au chômage qui frappe toute la région.

apparence, «*c'est dans l'usine que ça se passe*». En réalité, concrètement, il n'y a aucune initiative de prise : simplement, comme d'habitude, des délégations usine par usine, service par service. C'est en fait le morcellement, la dispersion...

LA DROLE D'UNITE DU PCF

On commence à voir plus clair sur la démarche du PCF. En paroles il tient un discours enflammé. Dans les faits, le Conseil municipal PCF refuse toute aide à l'occupation du crassier... D'autre part, il met en avant la bourgeoisie commerçante de la ville, les ingénieurs et les cadres de la sidérurgie. Eux tous veulent faire du 19 une journée enterrement. «*Journée ville morte*», titrait samedi la presse

mai 68». Dans le même temps, il y a des doutes, des hésitations. Le sinistre souvenir d'Usinor Thionville plane ici à Longwy. Chacun se souvient des 15 000 manifestants du 14 avril 1977 ; chacun se souvient que le 19 avril 1977, ils étaient des milliers à être montés à Paris ; chacun se souvient de l'attitude des partis de gauche, de la cassure qui était apparue publiquement au Conseil municipal tenu aux portes de la Chiers en avril 1977, où on avait vu PS et PC se quereller sur les nationalisations alors que les patrons de la Chiers venaient d'annoncer la fermeture.

UNE RADIO LIBRE EST NÉE

Dans ces conditions, l'initiative de la CGDT rencontre l'appui d'un nombre croissant de travailleurs :

«Monsieur Longwy» se dérobe...

Les ingénieurs et cadres du bassin de Longwy avaient demandé publiquement la nomination d'un «Monsieur Longwy», et ils pensaient à Bonnaud, actuel directeur d'Usinor Longwy... d'autant que ce monsieur refuse la «promotion» que lui offrait Etchegaray, PDG de la nouvelle société fusionnée... à Paris. Vendredi, une délégation — FO, CGC, CFDT, CGT-UGICT — a été reçue par M. Bonnaud. Tout de suite, FO et la CGT ont été très déçues d'apprendre de la propre bouche du PDG qu'il n'était pas prêt pour devenir «Monsieur Longwy». «*Mais qu'est-ce qu'on va devenir, on a besoin de vous, M. Bonnaud*» ont-ils dit. Le délégué CGT, par ailleurs adjoint PCF à la municipalité de Mont Saint-Martin, s'est même apitoyé sur les regrets de M. Bonnaud, qui rappelait l'époque de l'après-guerre, où il fallait mener la bataille de la production...

locale. L'Union des Commerçants de Longwy a placardé un avis mortuaire, sous forme d'affiches : «*Les commerçants du bassin de Longwy ont la douleur de vous faire part de leur prochaine disparition, si l'emploi n'est pas sauvé*». Ces affiches ont révolté plus d'un travailleur ici. Pourtant Porcu osera se féliciter à l'assemblée nationale du prétendu soutien des commerçants. Toujours à l'Assemblée, il a demandé une commission d'enquête parlementaire. Dès dimanche, l'écho répondait par la voix des ingénieurs, qui demandent la mise en place rapide de... la commission d'enquête parlementaire... Est-ce cela l'union tant vantée par le PCF ?

Où sont les travailleurs là-dedans ? Ne sont-ils qu'une masse de manœuvre ? Porcu l'a bien dit aux commerçants de Longwy : «*Il faut une action de masse, avant que je ne rencontre, jeudi prochain, le directeur de la DATAR*». Cela, bien sûr, il n'a pas encore osé le dire aux travailleurs eux-mêmes.

Devant tout ça, bien des travailleurs sont écoeurés, révoltés. Malgré des inégalités, ils manifestent une très grande combativité. Dimanche, des sidérurgistes nous disaient : «*Il faut aller encore plus loin qu'en*

elle rend compte des débats qui ont lieu en intersyndicale ; bon nombre de syndicalistes CFDT impulseront le débat sur la lutte, sur l'ampleur et la nature de la riposte nécessaire. Et ils le font de toutes leurs forces, sur les chantiers, dans la rue, par des discussions avec des travailleurs, des chômeurs, des ménagères, des travailleurs immigrés, des jeunes... Ils ont mis en route une radio libre, qu'ils ont appelée «radio S.O.S. emploi». A travers ces actions, ils martèlent l'idée que c'est aux travailleurs de prendre en main l'avenir de leur lutte. Pour le 19, ils disent : «*Il y a des divergences dans l'intersyndicale, mais c'est à vous de décider, c'est à vous d'agir. Le 19 ne doit pas être une journée sans lendemain, on ne peut pas en rester là*». Pour la radio par exemple, créée par un collectif qui ne comprend pas que des syndicalistes CFDT, le mot d'ordre est clair : «*Vous n'écoutez pas la radio libre, c'est la radio libre qui vous écoute*». La radio a déjà fait deux émissions, qui ont eu un impact considérable, au même titre que l'opération crassier. C'est bien de ce type de syndicalisme qu'ont besoin les travailleurs aujourd'hui, pour poser les problèmes de leurs luttes et de leur avenir.

Thionville

Monsieur le maire n'aime pas qu'on lutte contre le chômage

Le 12 octobre, les travailleurs de Soloci et de Megural manifestaient à Thionville et débaptisaient le «monument à la métropole du fer» et la place Marie Louise.

Le 28 octobre, les employés municipaux enlevaient les plaques. Le maire de Thionville se justifiait ainsi dans la presse : «*Il est bien certain (...) que ce n'est pas aux organisations syndicales, quelle que soit la sympathie que nous leur portons, de rebaptiser définitivement les places et rues de la ville*».

Les plaques ont été laissées suffisamment longtemps en place pour que les Thionvillois puissent en prendre connaissance, ce qui démontre notre solidarité avec le sens de la manifestation, à laquelle j'ai personnellement participé.

Cette explication n'a pas satisfait les travailleurs de Soloci ni le syndicat CFDT métaux Moselle qui protestait : «*C'est une véritable provocation, à la fois contre le syndicat et les travailleurs qui mènent effectivement la lutte pour l'em-*

Motion présentée par les travailleurs de Soloci au conseil municipal de Thionville

Le 17.06.77, avec la signature d'un accord de reprise au terme d'une lutte de quatre mois, les travailleurs de Soloci avec la CFDT ont sauvé 100 emplois. En octobre 1978, à nouveau liquidés et à nouveau en lutte, les travailleurs de la Soloci refusent toujours le chômage.

Nous savons que si nous voulons travailler en Lorraine, il nous faut rester groupés et lutter. Pour nous, le chômage n'est pas une fatalité, mais une institution patronale cautionnée par le gouvernement. En popularisant notre lutte, si modeste soit-elle, nous voulons faire savoir partout que le chômage se combat.

C'est le sens qu'il faut donner à l'action du 12 octobre 1978, place Marie-Louise, où nous avons apposé des plaques sur le monument et avons rebaptisé la place, soutenue en cela par le syndicat CFDT Métaux. «Thionville, métropole du chômage» : qui le niera aujourd'hui ? A qui faudrait-il le cacher ? «Vivre et travailler au pays !» ; «Travailleurs, oui ! Chômeurs, non !». Des revendications qui sont celles de tous les habitants de la région.

Comment peut-on accepter que la municipalité de Thionville, qui se déclare solidaire avec les travailleurs en lutte, agisse contre eux quelques temps après en leur ôtant un des moyens de leur lutte ?

Enlever les plaques du monument est un geste que nous ne comprenons pas de la part de la municipalité de Thionville et l'ensemble du personnel a décidé de remettre en place notre moyen d'expression.

30 ans après la fondation de la République populaire LES ETATS-UNIS RECONNAISSENT LA CHINE

Suite de la Une

Etats-Unis, en vue d'établir avec eux des relations normales d'Etat à Etat. Dès 1949, puis constamment ensuite, ce souhait a été réaffirmé par les dirigeants chinois. Mais, ce n'est qu'en 1972 qu'un président américain, en la personne de Nixon, reçu alors par Mao Tsé-toung, daignera se rendre à Pékin, reconnaissant déjà ainsi, bien que de façon implicite, la République populaire.

L'établissement de relations diplomatiques entre les deux Etats, prévu pour le 1^{er} janvier 1979, est donc un aboutissement de ce processus, qui sanctionne du même coup une profonde évolution de la situation internationale, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Il s'agit, en effet, d'une concession faite par l'impérialisme américain à un pays qui depuis près de trente années, n'a cessé de lutter et de remporter d'importants succès dans l'édification et la consolidation du socialisme, de la dictature du prolétariat, et qui, en tant que pays du Tiers Monde, n'a cessé d'œuvrer au développement et à la consolidation du mouvement des peuples et des pays du Tiers Monde, mouvement qui s'est affirmé comme une force décisive à l'échelle mondiale contre l'impérialisme et l'hégémonie.

C'est pour une large part, sous la pression de cette réalité, que l'impérialisme américain est amené à faire la concession d'aujourd'hui. C'est donc une victoire pour tous les peuples du monde, qui ne peuvent qu'avec force la saluer comme telle, comme ils l'avaient déjà fait pour d'autres succès de la Chine, y compris sur le plan diplomatique tels que son admission aux Nations Unies en octobre 1971.

Cela sanctionne les reculs de l'impérialisme américain au plan mondial, reculs dus avant tout au développement de la lutte des peuples, qui ont remis en cause ses prétentions à régenter le monde, cependant qu'il s'est trouvé placé en position de plus en plus définitive depuis le début des années 70, face à son nouveau rival : le social-impérialisme soviétique. Sans doute, l'impérialisme américain n'a-t-il nullement renoncé à agir par tous les moyens pour défendre ses intérêts, y compris en essayant de faire passer les reculs auxquels il est finalement contraint — tels que son retrait de Taïwan — pour des largesses. Alors que par exemple, il maintient dans le

même temps, pour le moment sa présence militaire en Corée du Sud, contre les revendications de la République démocratique populaire de Corée, soutenues activement par la Chine. La position défensive dans laquelle se trouvent placés les Etats-Unis est à mettre en relation directe avec la poussée croissante du social-impérialisme, qui est aujourd'hui des deux super-puissances, la plus agressive et la plus dangereuse, multipliant les tentatives de subversion en Asie aussi bien que dans le reste du monde.

La reconnaissance officielle de la République populaire de Chine par les Etats-Unis, en renforçant les positions diplomatiques de celle-ci sanctionne aussi la fin de l'isolement dans lequel diverses puissances impérialistes avaient voulu la maintenir. Ainsi, c'est aussi un coup porté aux prétentions du social-impérialisme dans sa tentative d'affaiblir et d'encercler la Chine.

L'opposition à l'hégémonie, à laquelle il est fait référence dans le communiqué sino-américain, exprime la volonté de la Chine de lutter contre l'hégémonie mondiale auquel prétendent les deux super-puissances.

Jean Paul GAY

Il y a 23 ans, Chou En-laï définissait les conditions pour les relations avec les USA

● L'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et les Etats-Unis est l'aboutissement d'un processus de près de trente années. L'impérialisme US prétendait ignorer l'existence de la République populaire de Chine et interdire à de nombreux pays de la reconnaître, maintenait son occupation à Taïwan. Il doit aujourd'hui, pour l'essentiel, accepter les conditions posées par la Chine pour l'établissement de relations diplomatiques. C'est une victoire historique pour le peuple chinois.

En décembre 1949, le Kouou Min Tang, battu sur le continent, constitue un gouvernement fantoche sur l'île chinoise de Taïwan. Il obtient la protection de la flotte et de l'armée américaine et un soutien politique et économique total des USA. Contre le droit, le régime de Tchong Kai Tchek occupe le siège de la Chine à l'Assemblée générale de l'ONU, au Conseil de sécurité, ainsi que dans la plupart des instances internationales. La République populaire de Chine doit également faire face à un blocus économique des

pays impérialistes. En 1954, les USA signent le «traité de défense mutuelle» avec Tchong Kai Tchek. Cette signature était suivie par une période de tension dans le détroit de Taïwan entre les forces de l'APC chinoise et les troupes d'occupation américaines. Dès avril 1955, Chou En Laï déclare que le gouvernement chinois est prêt à négocier avec les USA. Des entretiens au niveau des ambassadeurs se poursuivront pendant quinze ans. La position de la Chine restera toujours la même : elle pose comme con-

dition des relations diplomatiques la reconnaissance de l'existence d'une seule Chine, la dénonciation du «traité de défense» et l'évacuation des troupes américaines.

LA CHINE N'A PAS CHANGE DE POSITION

En 1968, le gouvernement chinois déclare qu'un accord sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique et du retrait des troupes américaines est possible. Fin 1971, Nixon annonce qu'il veut établir des relations avec la Chine sans rompre avec Taïwan. Son voyage, annoncé en juillet, est préparé par deux voyages de Kissinger. Le 25 octobre, les USA sont battus à l'ONU. Grâce à l'appui des pays du Tiers Monde, la République populaire de Chine est rétablie dans ses droits à

LE COMMUNIQUÉ DE CHANGHAI

Le communiqué de Changhaï, signé le 27 février 1972, à l'occasion du voyage de Nixon reçu par, Mao Tsé toung, marquait un recul significatif des Américains. Dans la partie chinoise du communiqué, il était précisé clairement : «La libération de Taïwan relève des affaires intérieures de la Chine, dans lesquelles aucun autre pays n'a le droit d'intervenir ; et toutes les forces et installations américaines doivent être retirées de Taïwan.» Toute la politique de la Chine dans les négociations depuis près de sept ans a été de rappeler les USA au communiqué de Changhaï, d'exiger son application et de rappeler les positions qui ont toujours été celles de la Chine. C'est ce que le gouvernement chinois n'a cessé de faire à l'occasion des visites successives de Ford, Brezinski et Vance, en les mentionnant à chaque fois.

VENTE D'ARMES : UNE DIVERGENCE DEMEURE

Aujourd'hui, on peut considérer que les Etats-Unis ont accepté pour l'essentiel les conditions de la Chine, puisqu'ils rompent les relations diplomatiques avec Taïwan, qu'ils dénoncent le traité militaire et qu'ils s'engagent à achever l'évacuation des troupes qui a déjà été largement avancée depuis 1972.

Sur un seul point, les USA voulaient revenir sur l'application des principes qu'ils acceptent. Ils prétendent que la vente d'armes «défensives» (71) serait du ressort des «relations commerciales» autorisées par le communiqué conjoint. On peut voir, d'après la netteté et la fermeté des déclarations du président Houa Kouo Feng que la Chine n'acceptera pas une telle interprétation, complètement contraire à la souveraineté de la Chine et à l'esprit du communiqué qui vient d'être accepté par Carter.

J.-P. C.

le 28 février 1972»

Le communiqué conjoint

«La République populaire de Chine et les Etats-Unis d'Amérique sont convenus de se reconnaître mutuellement et d'établir des relations diplomatiques entre eux, à partir du 1^{er} janvier 1979.

Les Etats-Unis d'Amérique reconnaissent le gouvernement de la République populaire de Chine comme l'unique gouvernement légal de la Chine. Dans ce contexte, le peuple américain maintiendra des relations culturelles, commerciales et d'autres relations non officielles avec la population de Taïwan.

La République populaire de Chine et les Etats-Unis d'Amérique réaffirment les principes agréés d'un commun accord par les deux parties dans le communiqué de Changhaï et soulignent encore une fois ce qui suit :

Les deux parties souhaitent réduire le danger d'un conflit militaire international.

Aucune des deux parties ne doit rechercher l'hégémonie dans la région de l'Asie et du Pacifique ou dans quelque autre région du monde. Les deux parties s'opposent l'une et l'autre aux efforts tentés par un autre Etat quelconque ou par un groupe d'Etats pour s'assurer une telle hégémonie.

Aucune des deux parties n'est disposée à négocier au nom d'une tierce partie, quelle qu'elle soit, ni à parvenir avec l'autre partie à un accord ou à une entente dirigée contre d'autres Etats.

Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique reconnaît la position de la Chine, à savoir qu'il n'y a qu'une Chine et que Taïwan fait partie de la Chine.

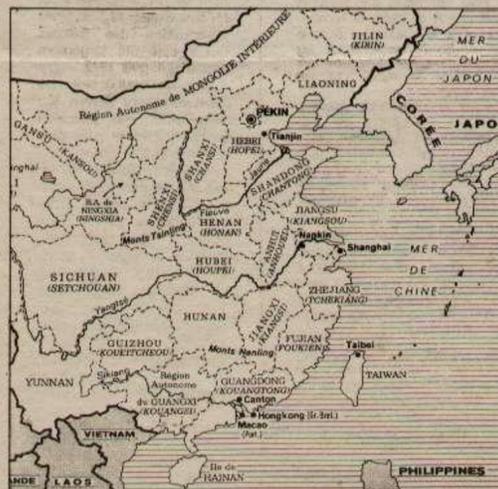
Les deux parties estiment que la normalisation des relations sino-américaines non seulement répond aux intérêts des peuples chinois et américain mais aussi contribue à la cause de la paix en Asie et dans le monde.

Déclaration du gouvernement de la République populaire de Chine

«A partir du 1^{er} janvier 1979, la République populaire de Chine et les Etats-Unis d'Amérique se reconnaissent mutuellement et établissent des relations diplomatiques entre eux, mettant ainsi fin aux rapports anormaux prolongés des deux pays. C'est là un événement historique dans les relations sino-américaines.

Comme tout le monde le sait, le gouvernement de la République populaire de Chine est l'unique gouvernement légal de la Chine, et Taïwan fait partie de la Chine. Le problème de Taïwan a été le problème-clé entravant la normalisation des relations entre la Chine et les Etats-Unis. Maintenant, il a été réglé entre les deux pays dans l'esprit du communiqué de Changhaï et grâce à leurs efforts conjugués, ce qui a permis la normalisation des relations si vivement souhaitée par les peuples des deux pays. Quant à la façon de ramener Taïwan au sein de la patrie, et de réunifier le pays, cela relève entièrement des affaires intérieures de la Chine.

En vue de promouvoir davantage l'amitié entre les deux peuples et les bonnes relations entre les deux Etats, le vice-Premier ministre du Conseil des affaires d'Etat de la République populaire de Chine, Teng Hsiao-ping, effectuera, à l'invitation du gouvernement américain, une visite officielle aux Etats-Unis en janvier 1979.»



LA CONFERENCE DE PRESSE DU PRESIDENT HOUA KOUO-FENG

- La réunification, désir du peuple chinois
- Plus de ventes d'armes américaines à Taïwan !
- Ni un axe, ni une alliance : une contribution à la paix

La signification de la normalisation des relations sino-américaines.

«Traduire dans les faits la normalisation des relations sino-américaines était une aspiration que les peuples chinois et américains caressaient depuis longtemps. Le Président Mao, notre grand dirigeant, et le Premier ministre Chou en Laï respecté et bien aimé ont frayé de leur vivant la voie à l'établissement de relations sino-américaines. Le processus de normalisation entre les deux pays a commencé avec la publication du communiqué de Changhaï en 1972 lors de la visite en Chine du président Richard Nixon et du docteur Henry Kissinger.

L'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et les Etats-Unis est un événement historique qui ouvre de larges perspectives au développement de la compréhension et de l'amitié entre les deux peuples, à la multiplication des contacts entre les deux pays dans les différents sphères et qui sera favorable à la paix et à la stabilité en Asie et dans le monde. Les peuples chinois et américain se félicitent l'un comme l'autre de cet événement et je suis persuadé que les peuples du monde s'en réjouissent également.»

La politique du gouvernement chinois à l'égard de Taïwan après la normalisation des relations sino-américaines.

«Taïwan fait partie du territoire sacré de notre pays. Ses habitants sont nos compatriotes de chair et de sang. La réintégration de Taïwan dans la patrie et la réunification de la Chine sont le désir commun de tout le peuple chinois, y compris les compatriotes de Taïwan. Notre politique constante est la suivante : tous les patriotes sont de la même famille, et aucune distinction n'est faite entre les premiers et les derniers à se rallier à la cause patriotique. Nous espérons que les compatriotes de Taïwan, de concert avec le peuple du pays, y compris les compatriotes de Hong Kong et de Macao, et les Chinois d'outre-mer continueront à contribuer à la grande cause de la réunification de la patrie.»

La Chine s'oppose-t-elle à ce que des fonctionnaires américains visitent Taïwan ?

«Aucun.»

cains visitent Taïwan ?

«La normalisation des relations sino-américaines est due aux efforts conjugués des deux côtés et aux consultations mutuelles qui ont abouti à l'élaboration du communiqué conjoint. Quant au problème de savoir quelle attitude les Etats-Unis adopteront dorénavant à l'égard de Taïwan, cela est expliqué clairement dans le communiqué conjoint : «Les Etats-Unis d'Amérique reconnaissent le gouvernement de la République populaire de Chine comme l'unique gouvernement légal de la Chine. Dans ce contexte, le peuple américain maintiendra des relations culturelles, commerciales et d'autres relations non officielles avec la population de Taïwan.» C'est de toute évidence le maintien des relations non officielles.

Dans son éditorial de dimanche, le Renmin Ribao écrit notamment au sujet de la normalisation des relations sino-américaines :

«A l'heure actuelle, le peuple chinois s'engage dans la nouvelle grande longue marche pour la réalisation des quatre modernisations, il a besoin d'une jonction internationale pacifique. A présent, la situation internationale évolue davantage en sa faveur. Le peuple chinois resserrera ses liens avec les peuples de divers pays et continuera à lutter sans relâche pour le maintien de la paix et de la sécurité mondiale.»

Est-ce qu'il est permis aux USA de continuer à fournir à Taïwan des équipements militaires pour sa défense ?

«(...) «Au cours de la discussion, nos deux parties ont eu des opinions divergentes sur le problème des relations commerciales. La partie américaine a dit qu'elle continuerait, après la normalisation des relations diplomatiques, à vendre à Taïwan, dans un cadre limité, des armes défensives. Cela, nous ne pouvons absolument pas l'accepter. Au cours des négociations, la partie chinoise a exprimé à plusieurs reprises et en termes explicites sa position. Nous estimons que

les ventes d'armes des Etats-Unis à Taïwan, après la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays, ne seraient pas conformes aux principes de cette normalisation, seraient défavorables à la libération pacifique de Taïwan et produiraient une influence néfaste sur la sécurité et la stabilité des régions d'Asie et du Pacifique. Cela veut dire qu'il y a eu entre nous des opinions différentes, des divergences.»

Est-ce que les rapports entre la Chine et l'URSS vont se détériorer après la normalisation des relations sino-américaines ?

«Nous estimons que la normalisation des relations sino-américaines et la signature du traité de paix et d'amitié entre la Chine et le Japon sont favorables à la paix et à la stabilité en Asie comme dans le reste du monde. Cela signifierait-il la formation d'un axe sino-nippo-américain, ou d'une alliance de ces trois pays. A notre avis, ce n'est ni une alliance ni un axe. Aujourd'hui, la normalisation des relations est réalisée entre la Chine et les Etats-Unis. Les rapports entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique ont déjà été normalisés. Il n'est donc pas question que cette normalisation soit dirigée contre un pays quelconque.

Je voudrais ajouter encore quelques mots : la normalisation des relations entre la Chine et les Etats-Unis, entre la Chine et le Japon, et la signature du traité de paix et d'amitié sino-japonais sont favorables aux relations entre les pays d'Asie et de la région du Pacifique, à la paix et à la stabilité de ces régions et du reste du monde. Elles sont, sans aucun doute, profitables à la lutte menée par les peuples de divers pays contre l'hégémonie dont nous avons déjà parlé dans le communiqué. Nous combattons à la fois le grand hégémonisme et le petit hégémonisme, l'hégémonisme planétaire et l'hégémonisme régional. Cela est favorable à la paix mondiale.»

Un compatriote de Taïwan a-t-il participé à quelque stade que ce soit aux négociations sur la normalisation ?

«Aucun.»

Merci Monsieur le Maire !



A Loon-Plage (Nord), la municipalité socialiste, élue aux dernières municipales, fait vraiment bien les choses pour favoriser l'unité des travailleurs français et immigrés. La preuve : dans le cadre de la semaine gouvernementale du « dialogue Français-immigrés », il y a quelques jours, le maire a tenu à visiter le foyer des travailleurs immigrés. Accompagné du premier adjoint, de l'adjoint de gendarmerie et du directeur d'école (à noter l'absence du chef spirituel de Loon-Plage !), monsieur le maire socialiste a pu rencontrer le président de l'association gestionnaire du foyer ainsi que le gérant et a assuré que « la municipalité était disposée à prêter son concours pour faciliter l'intégration des communautés dans la vie locale », comme le rapporte le quotidien local *La Voix du Nord*. La visite s'est conclue par un vin d'honneur auquel s'associèrent quatre chefs d'entreprises à la centrale nucléaire de Gravelines (en tant qu'employeurs d'immigrés, sans doute...), ainsi que le directeur de la brasserie Bous, un chef de fabrica-

tion à la CUAEM, un représentant de la société Joie et Sports et autres notabilités. Et les immigrés dans tout cela ?

Voici les précisions apportées par le correspondant qui nous a signalé cette touchante visite : « Ils n'avaient pas été avertis. Pendant que ces messieurs mangeaient les petits fours et buvaient le champagne, on avait mis les résidents à la porte de leur foyer. Bien sûr, personne ne s'est renseigné sur les conditions de vie des résidents. Quelques exemples : fermeture des douches entre 20 heures et 8 heures, salles de douche en mauvais état, eau chaude insuffisante aux heures de pointe, foyer fermé après 22 heures et pendant les week-ends, visite des femmes interdites (un résident a vu dernièrement l'accès interdit à sa mère).

Nous ne savons toujours pas qui a payé le champagne. Les résidents, qui n'en ont pas bu, trouvent par contre que leur foyer est cher. »

Malgré tout, merci de votre visite et de votre volonté de dialogue, monsieur le maire socialiste !

PRIX DU PETROLE, LA HAUSSE BARRE PRECEDERA CELLE DE L'OPEP

• Réunis à Abou Dhabi, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont décidé pour 1979 d'une hausse globale de 14,5 % du prix du brut, répartie sur toute l'année. Déjà, samedi soir, en annonçant la nouvelle, la télévision indiquait que cette hausse à la production serait la cause d'une augmentation des prix du pétrole intervenant en France en janvier. Mensonge pur et simple.

On ne vous l'a pas dit à la télé : depuis 1974, le pouvoir d'achat des pays producteurs de pétrole, vis-à-vis des pays occidentaux, a baissé de 60 %.

Cela tient à deux facteurs. D'une part, la fluctuation des cours du dollar, monnaie dans laquelle sont évalués les prix du brut. La dévalorisation de la monnaie américaine a

fait perdre en quatre ans 20 % de leur pouvoir d'achat aux recettes tirées des exportations de pétrole brut.

Deuxièmement, on assiste à un renchérissement constant des produits manufacturés que les pays du Tiers Monde se procurent auprès des pays industrialisés. Au point que ceux-ci, à plusieurs reprises, ont évoqué la possibilité de recourir à une indexation des prix de leurs matières premières sur ceux des produits qu'ils doivent importer.

A l'occasion de la Conférence d'Abou Dhabi, le ministre algérien a ainsi pu calculer : « Il faut maintenant vendre trois barils pour acheter les produits manufacturés que l'on achetait avec un seul baril en 1974 ». Et le délégué irakien soulignait que dans ces conditions, il n'était plus possible de s'en tenir à « une hausse symbolique des prix » du pétrole.

Pour janvier, le super impôt

13 centimes sur le super.
12 centimes sur l'ordinaire.
10 centimes sur le gas oil
4,4 centimes sur le fuel domestique.

Telles sont les hausses des produits pétroliers prévues pour janvier en France, et dont on tente aujourd'hui de faire porter le chapeau aux pays producteurs.

Mais on oublie de préciser que l'OPEP a décidé une augmentation étalée : 5 % le 1^{er} janvier ; 3,8 % le 1^{er} avril ; 2,29 % le 1^{er} juillet ; et 2,69 % le 1^{er} octobre.

Ainsi, Barre n'attend pas juillet ou octobre pour augmenter ses prix. Ce qui permettra sans doute d'en rajouter en cours d'année...

Mais on a également, à cette occasion, glissé sur le détail suivant : la hausse de janvier, la hausse Barre, ne porte pas sur le prix de la marchandise elle-même. C'est uniquement une hausse des taxes, qui elle ira à 100 % dans les poches de l'Etat capitaliste. Et ceci alors que les taxes interviennent déjà pour 68 % (plus des deux tiers) dans le prix de l'essence. Quant aux trois milliards (nouveaux) que la baisse du dollar, ces derniers mois, avait fait économiser à la balance française des échanges, on attend que Barre les sorte de sa « cagnotte ».

Abrogation de l'arrêté d'expulsion !

LAURETTE FONSECA DOIT RESTER EN FRANCE

• Sept ans, cela fait sept ans que Laurette Fonseca vit dans la crainte constante d'être expulsée de France, d'être séparée de son mari et de ses cinq enfants. Une situation intolérable qu'il s'agit de faire cesser en obtenant l'abrogation définitive de l'arrêté d'expulsion pris en septembre 1971. C'est pour cela que les habitants de Massy (Essonne) se sont organisés en comité de soutien et font circuler une pétition depuis le mois de novembre.

En 1971, Laurette Fonseca habite Massy depuis trois ans. Que lui reproche donc l'Etat, qui veut l'expulser ? C'est d'être une immigrée, une travailleuse portugaise qui a choisi de mettre sa connaissance de la langue française et des

démarches administratives, au service de ses compatriotes, entassés à l'époque dans un bidonville de la commune.

Quand ces travailleurs portugais exigent l'eau, l'électricité et le ramassage des poubelles, elle est à

leurs côtés. Mais attention ! Voilà pour le préfet de l'Essonne une preuve qu'elle « ne respecte pas la stricte neutralité politique qui s'impose aux étrangers résidant en France ».

Quand les habitants du bidonville se rendent à la mairie pour obtenir des garanties de logement après la destruction du bidonville, Laurette Fonseca est tout naturellement présente pour les aider. C'en est trop pour le préfet : après lui avoir signifié un avertissement au mois de février 1971, il réunit au mois de septembre 1971 la commission spéciale d'expulsion du département.

Mais déjà la solidarité autour de Laurette Fonseca est à la mesure de celle qu'elle a montrée pour ses camarades immigrés. Une pétition rassemble 4 000 signatures. Le 17 septembre un meeting de soutien réunit 400 personnes à Massy. Le 21, 1 500 personnes manifestent de la gare des Baconnets à la place de France. Et le 22, jour de la réunion de la commission, 150 manifestants, dont de nombreux travailleurs portugais, sont devant la préfecture d'Evry.

Devant cette mobilisation, les autorités sont obligées de reculer partiellement. L'arrêté d'expulsion signé par Marcellin est assorti d'un sursis de deux ans.

Mais de nouveaux ennus commencent alors pour Laurette Fonseca. Sa carte de séjour est remplacée par une carte spéciale renouvelable tous les six

mois. En 1973, la mise à l'épreuve est prolongée d'un an. Et depuis le 13 décembre 1974, le ministère de l'Intérieur se refuse à prendre une décision : pour Laurette, cela signifie le maintien de la carte spéciale, renouvelable cette fois de trois mois en trois mois !

Comment trouver un travail dans ces conditions ? Comment vivre en se disant que, peut-être dans trois mois, va tomber la décision d'expulsion ?

Aujourd'hui que les menaces contre les travailleurs immigrés s'intensifient, que le gouvernement dépose de nouveaux projets de loi répressifs pour remplacer les mesures Stoléru déclarées illégales par le Conseil d'Etat, la situation de Laurette Fonseca est plus précaire que jamais.

Aussi, pour imposer l'abrogation définitive de l'arrêté d'expulsion, un comité vient de se créer à Massy et a lancé une pétition de soutien à Laurette Fonseca.

Comme ils l'avaient fait en 1971, les habitants de Massy affirment : « Laurette et sa famille sont des nôtres ! »

Comité Laurette Fonseca : Pierre Krausz, 1 allée des Monégasques, 91 300 Massy. Soutien financier : CCP R. Mignon 35 903 43-M La Source, avec mention : Laurette Fonseca.

25 MILLIONS POUR QUE VIVE LE QUOTIDIEN

Sainte Geneviève des Bois	
Trois sympathisants «contre le monopole et pour un journal dans la camp de la classe»	100
Orsay	
Un chercheur	200
Massy	
Ventes	20
Alfortville	
Ventes	60
Drancy	
Ventes	365
Collecte	50
Gennevilliers	
Collecte	100
Saint Ouen	
Un camarade	10
Collecte	85

Ventes	15
Saint Denis	
Ventes	10
Un camarade	5
Albert	
Ventes	50
Bellemeville sur Saône	
Ventes de livres	370
Villefranche sur Saône	
Ventes de livres	1 189
Collecte	60
TOTAL	2 689
ANCIEN TOTAL	23 218
NOUVEAU TOTAL	239 90

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse

Nom :

Adresse :

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F
Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

MONNAIE EUROPÉENNE L'IRLANDE D'ACCORD

Vendredi, le Premier ministre irlandais a annoncé la décision de son gouvernement d'intégrer l'Irlande au système monétaire européen. La mise sur pied de ce système n'avait suscité l'adhésion que de six pays au départ. L'Italie s'y était ralliée après une semaine de réflexion. L'Irlande vient donc de faire de même, après avoir laissé planer l'incertitude pendant une dizaine de jours. Des concessions importantes ont été faites par les partenaires européens de l'Irlande, qui recevra des subventions de 364 millions de francs par an pour les deux premières années, et de 234 millions par an pour les trois années suivantes. Elle aura la possibilité de disposer d'un prêt de 1 170 millions pendant cinq ans.

Le gouvernement irlandais a décidé d'instaurer un contrôle des changes avec la Grande-Bretagne, qui restera le seul membre de la CEE en dehors du système. Du côté britannique, il ne semble pas que le refus d'adhérer au système puisse être remis en cause, au moins avant les élections générales, que l'on prévoit pour le printemps prochain.

Palestine occupée

LA RESISTANCE DE LA GALILÉE

Dans un article, le correspondant du journal israélien *Maariv*, Isaac Ben Hourin dénonce le « laissez aller du gouvernement face au durcissement du mouvement des Arabes en Galilée ». Il demande que la répression s'exerce encore plus fort contre eux, qui « ne cachent plus leurs sentiments de haine envers l'État d'Israël ». A ce sujet, il raconte que dans les écoles de la Galilée, les élèves n'hésitent pas à entonner des chants de la Révolution Palestinienne, tels « Biladi, Biladi » (« Ma Patrie ») et qu'ils discutent lors des cours de la nécessité de créer un État palestinien indépendant.

Parlant des dernières élections municipales, le correspondant écrit : « Les Arabes de Galilée ont demandé que leur soient rendues les terres expropriées. A Sakhnin, par exemple,

une publication fut distribuée, appelant à la lutte contre Israël, les habitants ont lancé des cocktails molotov contre la police, et les listes les plus hostiles à l'État ont gagné aux élections... »

**« ILS PARLENT DE PAIX
A CAMP DAVID
ET DÉTRUISENT
LES MAISONS
A DEIR HANNA »**

Le 15 novembre dernier, la police et les gardes-frontière avaient envahi le village de Deir Hanna en Galilée ; six chars et quarante véhicules ont encerclé le village. La maison d'une veuve, mère de trois enfants, a été détruite, après que les forces sionistes l'aient attaquée, utilisant gaz lacrymogène et balles. La raison de tout cela ? L'installation de la maison sans permis de construire ! Or, comme on

le sait, les autorités sionistes livrent rarement des permis de ce genre aux Palestiniens, surtout lorsqu'il s'agit des terres expropriées.

A la suite de cette affaire, le village s'est mis en grève ; une assemblée générale s'est tenue, protestant contre cet acte de barbarie. La police et les gardes-frontière ont essayé d'interdire l'assemblée, mais des bagarres ont eu lieu entre la population et les forces sionistes : 12 villageois ont été blessés et 12 policiers touchés.

Le maire de Deir Hanna a protesté, en disant : « Ils parlent de paix à Camp David et détruisent les maisons à Deir Hanna. Il semble que la destruction des maisons est une des voies de cette « paix ».

Yomna EL KHALIL

● Angola : la présence cubaine contestée

Il est encore difficile aujourd'hui d'apprécier la signification des mesures prises par le MPLA qui a limogé le 9 décembre l'ancien Premier ministre Lopo de Nascimento ainsi que plusieurs ministres du gouvernement angolais. Même si les désaccords entre ce groupe et la direction du MPLA ne portent pas sur l'ensemble des orientations, il semble que c'est la présence cubaine qui a été remise en question. En effet, plusieurs ministres auraient accepté des accords renforçant la présence cubaine en Angola, alors que Neto estimerait qu'elle doit être diminuée. Le 10, au cours d'un meeting, le dirigeant du MPLA a déclaré : « Il est toujours nécessaire de défendre l'indépendance du Parti. Si le Parti n'est pas indépendant, le pays ne peut l'être ».

● Vietnam : conscription massive

Alors que les dirigeants vietnamiens poursuivent leurs tentatives d'invasion du Cambodge et envoient également des troupes au Laos, les autorités de Hanoi ont procédé trois fois à la conscription cette année. L'âge de la conscription, auparavant de 18 à 30 ans, est maintenant de 16 à 45 ans. Des femmes sont de plus en plus nombreuses à être recrutées. Les fils uniques, les techniciens, autrefois exemptés, ont été recrutés cette année. De plus, il semble que l'armée vietnamienne soit amenée de plus en plus à accepter dans ses rangs d'anciens soldats du régime fantoche de Thieu.

Il va de soi que ces mesures pèsent lourd dans la situation économique et sociale du Vietnam aujourd'hui. Elles ont souvent été invoquées par les réfugiés pour justifier leur fuite.

D'autre part, le Premier ministre de Singapour a exprimé son inquiétude devant la création du soldat « Front de salut national » du Kampuchéa et a déclaré que le conflit entre le Vietnam et le Cambodge pourrait avoir de graves répercussions sur la sécurité de l'Asie du Sud-Est.

Iran

POINT DE VUE SUR LES COMPOSANTES ACTUELLES DU MOUVEMENT POPULAIRE

(1) L'opposition traditionnelle

● Dans le cadre du mouvement actuel d'opposition au Shah, outre les « libéraux » et les forces musulmanes, divers groupes, de nombreux cercles locaux, se réclamant du rus ou se sont développés. Ainsi l'Union de lutte pour la création du parti de la classe ouvrière d'Iran, dont un des militants répondait vendredi dernier, dans ces colonnes, à nos questions. Cette organisation donne ici son point de vue sur les composantes actuelles du mouvement populaire.

C'est l'opposition traditionnelle qui joue le rôle principal dans la direction de l'actuel mouvement. Deux courants se distinguent au sein de celle-ci :

QUI SONT LES « LIBÉRAUX » ?

Un premier courant est représenté par les « libéraux ». Ce sont surtout les principaux dirigeants du Front national (héritiers du Dr Mossadegh) comme Karim Sandjabi et Chapour Bakhtiar, c'est-à-dire les éléments supérieurs de la bourgeoisie nationale. Ils ont montré une tendance assez importante au compromis avec la monarchie (...)

Par ailleurs, ils se sont faits beaucoup d'illusions sur la campagne des « droits de l'homme » de Carter. Ils sont maintenant pour une libération qui serait rendue possible seulement après le départ du Shah ; cependant, de telles tentatives ainsi que d'autres « solutions intermédiaires » ont échoué devant la radicalisation de plus en plus poussée du mouvement populaire.

Ces libéraux ne sont pas des agents de l'impérialisme, mais l'aile droite de la bourgeois-

sie nationale. Il faut distinguer leur cas de celui des éléments qui, du sein du pouvoir, émettent des « critiques » contre le gouvernement et le régime. Eux par contre sont des agents directs ou indirects de l'impérialisme et les collaborateurs de la réaction et de la monarchie. Leur conflit avec le clan au pouvoir réfère aux contradictions entre les divers impérialismes (américain et européens) ou entre les divers clans de l'impérialisme américain. Dans cette catégorie on peut citer les cas d'Ansari, ministre de l'économie et des Finances, qui se réclame des « droits de l'homme » et de la manière « libérale » contre la manière dure, ou encore le docteur Amini, qui sont connus comme des agents de l'impérialisme US. (...) C'est dans la même catégorie qu'il faut inclure la clique du Comité central du Parti Toudéh qui représente les intérêts du social-impérialisme soviétique dans notre pays et dont le conflit avec le Shah traduit la rivalité entre les deux superpuissances.

LA BASE DE CLASSE DE KHOMEINI

Le second courant est représenté par les patriotes révolutionnaires. C'est essentiellement le courant des religieux progressistes et anti-impérialistes dont le principal représentant est l'ayatollah Khomeini, chef chiite incontesté, exilé à la suite du soulèvement populaire du 5 juin 1963. Ce courant regroupe plus précisément la bourgeoisie nationale progressiste du bazar et surtout la petite-bourgeoisie pauvre et moyenne. C'est pourquoi les religieux progressistes et à leur tête l'ayatollah Khomeini, en tant que représentant des intérêts économiques et politiques de ces couches de la société, couches démocrates et révolutionnaires, préconisent la lutte jusqu'au bout pour le renversement de la monarchie et de

l'oppression impérialiste, l'instauration d'un régime « égalitaire » et la restauration de l'indépendance nationale du pays.

La tradition du chiisme, ainsi que certains thèmes populistes de cet islam interprété révolutionnairement par les tenants du courant religieux, servent de stimulants idéologiques et spirituels au mouvement déclenché par les religieux patriotes. Cependant, c'est dans le mécontentement profond et la colère des masses que se trouvent les racines de ce mouvement auquel l'islam a servi de justification et de couverture idéologique.

C'est pourquoi ce courant est dans son ensemble fortement radical et résolu dans la lutte, comme en témoignent les positions irréconciliables de Khomeini contre la monarchie, la famille des Pahlavis, la domination de l'impérialisme et de ses divers agents, contre les diverses manœuvres de l'administration Carter et de la Cour (comme la « libération » et les « élections libres »), contre le légalisme et le réformisme qui ne mettent pas en cause la Cour et la monarchie. C'est lui et ses déclarations radicales qui ont stoppé les tendances conciliatrices d'une partie du clergé représenté notamment par l'ayatollah Shariat-Madari de Ghom. Celui-ci a toujours condamné la violence révolutionnaire et est politiquement proche des libéraux.

Face à ce radicalisme, le pouvoir a cherché, dès le début de l'essor du mouvement populaire, à appliquer une tactique visant à diviser l'opposition, attirer à lui les libéraux et isoler les radicaux. Pour cela, il a tantôt utilisé la répression sanglante, tantôt la démagogie de « libéralisation » à compte gouttes. Mais cette double tactique a échoué, car les « durs » ont tenu bon, entraînant avec eux les modérés.

LE PROBLÈME DE L'ANTI-COMMUNISME DANS LE MOUVEMENT RELIGIEUX

D'autres considérations s'imposent en ce qui concerne le courant religieux progressiste représenté par Khomeini. Il s'agit avant tout du problème de l'anti-communisme présent au sein de certaines forces musulmanes et qui a fini par atteindre Khomeini, longuement et puissamment soumis à la pression de ces forces musulmanes anti-communistes. D'autres facteurs ont joué un rôle plus ou moins important dans ce développement de l'anti-communisme des forces musulmanes : ce sont avant tout les trahisons successives des agents iraniens du social-impérialisme (les révisionnistes du parti Toudéh) contre le mouvement patriotique et populaire, et, dans une moindre mesure, les très graves erreurs commises par la direction de l'Organisation des Combattants du Peuple qui, à la suite de la transformation idéologique d'une partie des membres, des cadres et dirigeants de l'Organisation, a procédé à la liquidation physique de certains cadres et dirigeants qui n'acceptaient pas la « nouvelle idéologie marxiste-léniniste » de l'organisation et demeuraient fidèles à leur islam révolutionnaire. C'est par réaction à ces actes contre-révolutionnaires commis par ceux qui se prétendent marxistes-léninistes que l'anti-communisme a gagné un puissant souffle dans les rangs des forces religieuses militantes. (...)

D'une manière ou d'une autre, cet anti-communisme, en partie dirigé contre le parti révisionniste Toudéh, vise aussi les véritables communistes, qui luttent au sein des masses et aux côtés de tous les révolutionnaires, musulmans compris, contre la réaction et l'impérialisme.

C'est l'aspect négatif de la propagande des forces musulmanes militantes, aspect qui porte évidemment atteinte à l'unité du peuple et de tous les révolutionnaires.

(...) Parmi les autres points négatifs de ce courant chiite on peut relever le fait que l'influence grandissante de l'idéologie islamique chiite, en dépit de ses points positifs, est dans l'ensemble un facteur faisant obstacle au développement d'une conscience véritablement révolutionnaire, scientifique et communiste dans la société (...).

Enfin, il faut ajouter que les musulmans ne constituent pas une organisation mais un courant, sans unité idéologique et politique, et sans programme clair de société : en effet, le « gouvernement islamique » qu'ils préconisent est un amalgame des idées bourgeoises progressistes et petites-bourgeoises utopiques avec des aspects « socialistes ». Le courant musulman renferme aussi bien les révolutionnaires que les modérés et les libéraux, et même une minorité de dignitaires religieux réactionnaires au service de la Cour.

Dans ce chaos, c'est la hiérarchie chiite qui fait office d'organisation et qui se montre parfois apte à d'importantes mobilisations de masse, comme dans l'actuel mouvement.

En dépit de tous ces points négatifs, le mouvement militant chiite qui renferme essentiellement les couches moyennes de la société, constitue un allié naturel du prolétariat, en raison précisément de sa base de classe et de sa représentativité des couches démocratiques.

(à suivre)

STAGIAIRES BARRE : ILS ONT OCCUPE, ILS SERONT PAYES

Vendredi, en fin de matinée, 70 stagiaires Barre ont occupé la Direction départementale du travail et de la main d'œuvre, à Paris, pendant six heures. Au début, les responsables présents ne voulaient pas répondre à leurs revendications, dont la plus urgente est tout simplement le paiement de leurs salaires ! D'échelon en échelon, ils ont eu finalement comme interlocuteur la directrice départementale du travail

et de la main d'œuvre, qui a engagé des négociations. Au bout de longues heures d'occupation un organisme a été trouvé, qui a débloqué 35 millions pour payer les salaires. C'est une première victoire, quand on sait qu'officiellement, il n'était pas prévu que les stagiaires touchent leur paie avant pas mal de temps encore. Les deux premiers mois leur seront donc payés dans la semaine. Sur les revendica-

tions «nationales», comme celles concernant les moins de 18 ans, qui ne touchent que 400 F, au lieu des 75 % du SMIC pour les plus de 18 ans, sur les 100 % du SMIC, les primes de repas, transport... rien n'a été obtenu. Mais pour les 200 stagiaires de «Léo Lagrange» sur Paris, c'est déjà une victoire qu'ils veulent populariser : leur situation était la même que celle de la plus grande partie des stagiaires Bar-

re dans le pays. D'ailleurs, des jeunes d'un autre stage (un stage de photo-industrie), étaient venus les rejoindre. Ils n'ont pas l'intention d'en rester là mais au contraire, d'étendre leur mouvement.

Vous pouvez les rejoindre tous les matins sauf le mercredi, en téléphonant au Club Léo Lagrange, de Levallois : 731 67 97.

CHERBOURG : LA MOBILISATION CONTINUE

2 à 3 000 personnes ont manifesté samedi à Cherbourg pour protester contre la venue du cargo japonais chargé de déchets nucléaires. Tout en soulignant que «c'est la première fois qu'ils ont réunis un front aussi large regroupant tout le monde sauf le PC», les organisateurs faisaient remarquer que s'ils n'étaient parvenus à mobiliser davantage cela tenait peut-être au fait qu'un retard a été annoncé dans l'arrivée du cargo. Celui-ci a en effet été détourné sur l'Angleterre à la suite, dit-on, d'une crise cardiaque d'un ingénieur. Par ailleurs, ils faisaient remarquer que le mot d'ordre «non au retraitement des déchets étrangers», parce que restrictif, a pu être néfaste à une complète mobilisation. Enfin, l'omniprésence des gardes mobiles a pu également effrayer des habitants hostiles à ce que la France devienne la poubelle nucléaire du monde. Le cargo est attendu pour janvier, il faudra alors être encore plus nombreux !

MANIFESTATION ANTI-EXPULSION DANS LES FOYERS SONACOTRA

Cinq résidents du foyer de Nanterre-Maison, sept de Nanterre et cinq de Colombes sont menacés d'expulsions le 25 décembre. Pour s'y opposer de nombreuses organisations appellent à manifester samedi 23 à 10 h 30 devant le foyer des Sorbiers à Nanterre.

ELECTIONS EN BELGIQUE : PAS DE BOULEVERSEMENTS

Le résultat des

Trith Saint-Léger : 4^e jour d'occupation des grands bureaux d'Usinor



Dans les locaux d'Usinor-Trith occupés.

LUNDI 18 DECEMBRE

Depuis vendredi, à l'appel des syndicats CFDT, CGT, FO, CFTC et CGC les métallos de Denain, d'Anzin, de Trith ont pris la place des 700 employés du centre administratif d'Usinor, centre nerveux du groupe duquel partent les commandes en direction de l'ensemble de la sidérurgie. Dès lundi le fonctionnement de l'ensemble des usines pourrait être perturbé.

«De centaines de licenciements en centaine de licenciements, d'année en année, on a fait des opérations villes mortes, on a manifesté partout, on a coupé tout ce qui était coupable, autoroutes, chemins de fer, et même canaux. Tout ça pour rien ou presque. Maintenant, il faut montrer que ce qu'on dit être intolérable, on ne le tolère effectivement pas», explique un syndicaliste.

La note que la bourgeoisie veut faire payer aux sidérurgistes est lourde. Rien que dans le Valenciennois 5 000 licenciements, à Denain sur 7 000 ouvriers, 1 000 à Trith, 500 à Anzin, le Valenciennois risque d'être rayé de la carte.

Le blocage des grands bureaux se poursuivra dans un premier temps au moins jusqu'à mardi. La semaine qui s'ouvre sera importante, des manifestations, ainsi que des actions «nouvelles, originales, spectaculaires» sont prévues ; la journée «ville morte» de Denain ce vendredi sera un temps fort.

élections en Belgique fait apparaître un recul des socialistes en Flandres mais une légère progression en Wallonie. Les libéraux pour leur part, connaissent l'évolution inverse. Les autres partis n'ont fait des scores que peu significatifs. Il faut toutefois signaler une progression du nombre des bulletins blancs ou nuls qui traduisent l'état d'esprit des électeurs belges. Les écologistes, pour leur part, enregistrent une progression significative.

VERDICT RACISTE

Pour avoir assassiné d'un coup de fusil un travailleur arabe qu'ils avaient pris «pour un autre», deux frères dockers à Marseille ont été condamnés à 5 ans de prison dont deux avec sursis. Récemment à Toulon un autre crime raciste, commis de sang froid, avait été purement et simplement acquitté. Des verdicts qu'il faut comparer aux très lourdes peines qui frappent ceux

qui ont osé déposer un pétard contre un local RPR

BARRE CHAHUTE

Inaugurant un abattoir vendredi dernier à Lyon, Barre s'est trouvé face à une manifestation regroupant des syndicalistes ouvriers et paysans. Devant la colère des manifestants, qui le tenaient de près, le Premier ministre a dû renoncer à couper le ruban d'inauguration.

Drame du chômage et de la misère dans le Nord

UN PERE ET SES 4 ENFANTS CARBONISES DANS LEUR CARAVANE

Une caravane de trois mètres, prolongée par un appentis sommaire de planches et tôles de récupération, à deux pas du passage à niveau, c'était là tout le cadre de vie de la famille Lenclud, à Sassegnies, près d'Avesnes dans le Nord. Un univers de misère, où la caravane tenait lieu de dortoir et l'appentis de cuisine, et qui n'abritait pas moins de six personnes ! Le père était au chômage, sa femme s'occupait des quatre enfants. Pour survivre quelques allocations et de maigres secours...

Au début de la semaine dernière, dans la nuit de lundi à mardi, Mme Lenclud est réveillée par une chaleur anormale dans la caravane : elle a le temps de découvrir que c'est l'appareil de chauffage d'appoint monté sur une bouteille de butane qui a mis le feu au lit. Dans l'affolement qui suit, elle cherche à réveiller son mari, puis va chercher du secours. Mais la porte est restée ouverte derrière elle, attise le feu et quand elle revient, un rempart de flammes l'empêche d'accéder à la caravane, devenue la proie des flammes. Sous l'effet de la chaleur intense, la bouteille de gaz s'est fissurée et son contenu s'échappe, telle une véritable torche. Quelques minutes après, c'est au tour de la bouteille de réserve placée dans l'appentis d'exploser, finissant de détruire l'abri de fortune de la famille Lenclud.

Dans les débris de la caravane, les pompiers ont trouvé le corps calciné de M. Lenclud. Rassemblés dans le même angle de la caravane, ceux de ses quatre enfants, âgés de 20

mois à 5 ans...

Maintenant que le drame est achevé, la gendarmerie a ouvert officiellement une «enquête» en présence du substitut procureur de la République... Les autorités parlent aujourd'hui de «manque d'adaptation aux conditions normales de l'existence» de la famille, d'«intempérance», pour relativiser le rôle de la misère et la responsabilité de la société.

Dans cette région du Nord, frappée de plein fouet par la crise, les drames de la misère deviennent de plus en plus coutumiers. Leur cortège tragique et révoltant défile tout au long des numéros de la presse régionale... Témoignage insupportable de la détresse économique qui frappe aujourd'hui, dans la «douce France» de Giscard, près de deux millions de travailleurs sans emploi et leurs familles. Les licenciements, le chômage et la misère, est-ce donc cela qu'ils appellent «des conditions normales d'existence» ?

Pierre PUJOL

Les animateurs de Saint Denis reconduisent la grève

Une entrevue avec la mairie a eu lieu le 13 décembre. Aucun accord n'est intervenu sur les revendications suivantes :

- Grille des salaires décente
- Mensualisation sur la base de 30 h
- Arrêt des poursuites pénales
- Arrêt des licenciements

En contradiction avec les garanties données précédemment par la municipalité sur ces deux derniers points.

La grève est reconduite jusqu'au 20 décembre, jour d'une nouvelle entrevue. Nous avançons prioritairement : le paiement des journées de grève, l'arrêt des licenciements.

Communiqué SNPÀOCC-CGT
Vendredi 15 décembre

ALGERIE : PARACHUTAGE DE MATERIEL MILITAIRE ETRANGER

L'Agence de Presse Algérienne (APS) publie un communiqué du Conseil de la Révolution accusant le

Maroc d'avoir largué un matériel militaire important à 150 kms d'Alger. Le Conseil de la Révolution affirme que le Maroc tente ainsi de détourner l'attention des revers qu'il subit dans sa politique expansionniste.